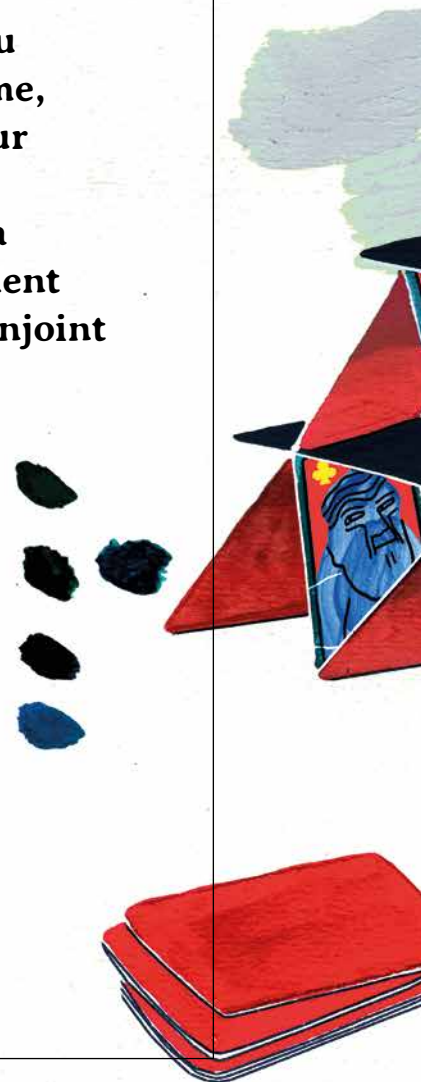


L'âge, une catégorie politique ?!

**En quoi vieillir est une question sociale et politique ?
En quoi la catégorie de l'âge et les constructions symboliques
qui lui sont liées comme les générations peuvent
structurer politiquement notre univers politique et social ?
Des générations instrumentalisées à la transmission
intergénérationnelle contrariée, le poids de l'histoire ou
du politique pèse déjà très lourd. Mais comment l'âgisme,
cette discrimination invisible faite d'interdits fondés sur
l'âge, façonne-t-elle nos pratiques et représentations et
s'agence avec d'autres dimensions comme le genre ou la
classe sociale ? D'autant que l'expérience du vieillissement
s'inscrit dans un néolibéralisme triomphant qui nous enjoint
à refuser le fait de devenir vieux et vieille. De quoi
est faite cette idéologie du « bien vieillir » suivant
laquelle seul l'individu serait responsable de
son vieillissement sur fond de désengagement
structurel de l'État ? Autour de ces enjeux
sociaux, politiques et culturels naissent
des luttes anti-âgistes : des personnes âgées
s'organisent pour cesser d'être parlées et devenir
des sujets politiques à part entière. En espérant
que futurs vieux et anciens jeunes arriveront aussi
à se mobiliser ensemble pour faire reconnaître que
nos sociétés ont un problème avec la vieillesse.**

Chantier coordonné par Aurélien Berthier

Illustrations (sauf mentions contraires): Coline Sauvand – colinesauvand.be



Âgisme, générations instrumentalisées, idéologie du « bien vieillir »



JULIETTE RENNES

« Échapper plus longtemps à l'âgisme, un privilège de genre et de classe »

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

Juliette Rennes est sociologue et historienne spécialiste de l'âge, du genre et des mobilisations sociales. Maitresse de conférence à l'EHESS, elle étudie notamment l'âgisme et les luttes antiagistes qui en découlent, nées dans les années 60 et qui visent à interroger et combattre les ségrégations et exclusions fondées sur l'âge. Dans cet entretien, elle donne de nombreuses pistes pour l'éducation populaire quant aux manières d'intégrer la dimension d'âge à une perspective critique. Et pour articuler l'âgisme avec d'autres types de discriminations, à commencer par le sexisme.

Que recouvre la notion d'âgisme ?

On peut définir l'âgisme comme le fait de refuser à une personne l'accès à un bien social au sens large (une formation, un emploi, un service, un droit, la participation à un événement collectif, un soutien, etc.) parce qu'on la juge trop jeune ou trop vieille, indépendamment de ses aspirations et de ses capacités. Par exemple, exclure subtilement d'un groupe de sociabilité militante une personne que l'on juge trop vieille peut être considéré comme âgiste. L'âgisme ne s'appuie pas seulement sur l'âge chronologique des personnes et renvoie à des dimensions plurielles de l'âge: on peut juger une personne trop « vieille » sur la base de son appartenance générationnelle (indiquée par des manières

de parler, de s'habiller, des références, une vision du monde qui peuvent être considérées comme obso-lètes), en raison de la position qu'elle occupe dans les étapes du parcours de vie (le fait d'être retraité), de son apparence vieillissante. Bref, l'âgisme n'est pas nécessairement fondé sur la connaissance de la date de naissance des personnes.

Est-ce que ce sont essentiellement les personnes âgées qui subissent les effets de l'âgisme ?

Le terme d'âgisme, forgé en 1969 par un gérontologue étatsunien, Robert Butler, désignait alors les stéréotypes et les discriminations envers les personnes considérées comme vieilles. Les actions

menées par des mouvements se réclamant de ce terme, comme les Gray Panthers dans les années 1970, ont concerné surtout les plus âgés. Bien sûr, le fait de se voir refuser l'accès à un bien social parce qu'on est jugé trop jeune est une expérience assez ordinaire, en particulier pendant l'enfance. C'est plus rarement qualifié d'âgiste parce que ce non-accès est considéré précisément comme justifié par « l'intérêt de l'enfant », et/ou des incapacités temporaires liées au statut de mineur. Il semble a priori plus acceptable de s'entendre dire : « tu feras ça dans deux ans, il faut encore apprendre, grandir, etc. » que de se voir désigné comme désormais incapable, de façon irréversible, d'exercer une activité qu'on a faite toute sa vie.

On peut néanmoins juger que telles et telles formes d'exclusion fondées sur le jeune âge ne s'appuient pas sur des incapacités démontrées et du coup les qualifier d'âgistes ; la frontière est ténue entre le fait de constater des incapacités liées à l'âge et le fait de les présumer et donc de les empêcher de se développer. Un enfant de 10 ans qu'on ne laisse pas prendre seul les transports publics n'apprendra pas à le faire et restera dépendant des adultes pour se déplacer. Il en va de même avec une personne plus âgée qu'on empêche d'accomplir toute une série d'actes ordinaires de la vie quotidienne dont elle serait capable, en invoquant sa perte d'autonomie. Bref, à tous les âges, présumer des incapacités liées à l'âge peut avoir une dimension performative : en les présupposant, on tend à les rendre réelles.

Est-ce qu'on peut dire qu'il existe une norme implicite fondée sur une tranche d'âge 30-60 ans, en deçà ou au-delà de laquelle l'âge deviendrait problématique ?

Il me semble toujours difficile de définir une tranche d'âge de personnes qui, de manière générale et indépendamment du contexte, correspondrait aux « ni jeunes ni vieux » c'est-à-dire une tranche d'âge pendant laquelle on

ne rencontrerait pas de préjudice lié à l'âge. L'âge où on est jugé trop vieux ou trop jeune varie fortement selon les époques, les pays et les secteurs d'activité : une top modèle est jugée trop âgée à 35 ans alors que c'est le début d'une carrière en politique ! Toutes les sphères de la vie sociale se donnent donc des frontières du *bon* âge pour exercer telles activités, participer à tel évènement. Et c'est précisément ces normes que les associations et mouvements antiâgistes permettent d'interroger : sur quoi se fondent ces limites, sur quels éléments objectifs, dans quelle mesure, elles sont justifiées par des questions de capacités et d'incapacités liées à l'âge, par l'intérêt des personnes ainsi ségréguées par âge ou par l'intérêt collectif ? En France, depuis la création en 2004 de la haute autorité de lutte contre les discriminations, des collectifs et des individus ont réussi à faire abolir plusieurs limites d'âge dans l'accès à des formations universitaires, des concours de la fonction publique, des bourses d'études, des activités sportives en démontrant le caractère non pertinent du critère d'âge pour exercer ces activités ou obtenir ces prestations.

L'âgisme est une forme très invisible et tolérée de discrimination. Pourquoi elle semble aussi socialement acceptable là où le sexisme ou le racisme sont largement combattus ?

Les discriminations liées au genre ou la couleur de peau enfreignent plus frontalement l'impératif égalitaire que celles liées à l'âge parce que les premières traversent l'ensemble du parcours de vie alors que les discriminations fondées sur l'âge sont temporaires : une personne de 65 ans est discriminée dans l'accès à un bien social par rapport à une personne de 35 ans seulement à un temps T ; à l'échelle de leur vie entière, ces deux personnes auront en principe rencontré les mêmes opportunités, interdits et limites au même âge.



Illustration : Vanya Michel

Un des axes de la pensée antiâgiste, c'est d'interroger cette conception d'une égalité successive des personnes à l'échelle de leur vie complète en réfléchissant plutôt à la manière dont des personnes d'âges différents peuvent expérimenter entre elles des situations d'égalité. Cela implique une société beaucoup moins ségréguée par tranche d'âge, car la ségrégation limite les expériences communes entre des personnes éloignées en âge et conduit à naturaliser le fait qu'on n'aurait pas grand-chose en commun avec quelqu'un qui se situe plusieurs dizaines d'années « devant » ou « derrière » nous dans le parcours de vie.

Est-ce que le fait de choisir de sauver systématiquement des gens plus jeunes au détriment des personnes âgées dans certains hôpitaux au plus fort de la crise Covid relève de l'âgisme ?

Dans certaines situations de pénurie où il y a une rareté des biens à distribuer, l'âge peut sembler l'un des critères les plus socialement acceptables d'un point de vue égalitaire: le fait de réserver ces biens rares que sont les respirateurs et lits d'hôpitaux aux plus jeunes plutôt qu'aux plus âgés afin de maximiser la chance des premiers de vivre aussi longtemps que la durée de vie déjà vécue par les seconds peut sembler justifié par un principe d'« égalisation des longévités ». C'est-à-dire qu'on justifie une inégalité de traitement à un moment précis au nom d'une égalité à l'échelle des vies entières. Cependant, les travaux sur l'âgisme incitent à aller plus loin et interroger les conditions de production de ce dilemme moral: comment des sociétés riches, dotées d'un système de santé performant, en sont-elles venues à faire des lits d'hôpitaux et des respirateurs des biens rares? Ce sont alors ces politiques structurelles de réduction des dépenses de santé qui conduisent, en contexte de crise, à sacrifier les personnes les plus âgées et vulnérables et donc à en venir à hiérarchiser la valeur de la vie des personnes qu'il faut mettre en question.

On entend aussi souvent un discours très violent suivant lequel il faudrait arrêter de sacrifier la jeunesse ou l'économie pour sauver des gens qui vont de toute manière bientôt mourir...

C'est un discours qui a aussi été très présent pour relativiser les morts de la canicule de 2004. On disait que, de toute façon, ce sont des gens qui allaient bientôt mourir. Certes, mais tous les vivants vont « bientôt mourir » et ce n'est pas le temps qui nous reste à vivre qui doit déterminer la plus ou moins grande valeur de nos vies... Les mouvements antiâgistes posent au contraire un principe d'égalité de la vie des personnes, quel que soit le temps qui leur reste à vivre. Or, on ne peut pas dire que l'orientation des politiques structurelles en matière de vieillesse et de santé mette en œuvre ce principe: depuis une vingtaine d'années, le personnel hospitalier dénonce

la suppression des lits d'hôpitaux et le personnel des EHPAD et des homes alerte sur la gestion à moindre coût de la grande vieillesse, les sous-effectifs, les effets des économies budgétaires qui conduisent à traiter les résidents de façon industrielle et à diverses formes de maltraitance...

Comment l'âge et l'âgisme s'articulent-ils avec d'autres types de discriminations ?

On n'est pas tous et toutes victimes de l'âgisme au même âge et de manière égale. L'âgisme varie d'abord selon les domaines sociaux et les secteurs professionnels. À l'échelle du marché du travail, le jeune âge est un critère de recrutement qui touche davantage les métiers traditionnellement très féminisés. Qu'on songe par exemple aux hôtes d'accueil où de façon très assumée, il y a une priorité de recrutement accordée aux personnes à l'apparence jeune. Sous cet angle, l'âgisme constitue l'une des dimensions du sexisme. Les femmes de façon générale sont juvénisées, valorisées en tant que jeunes et sont davantage renvoyées tout au long de leur vie à leur âge, à leur « horloge biologique », aux effets du temps sur leur peau, sur leurs formes corporelles, leurs cheveux, etc. Les hommes, eux, ont ce privilège de pouvoir oublier plus facilement leur âge et d'être perçus comme vieux plus tardivement.

Et avec la classe sociale ?

Depuis les premières enquêtes sociales du 19^e siècle, on sait à quel point les déterminants sociaux du vieillissement sont très importants: nous vieillissons différemment selon nos trajectoires sociales et donc nous sommes différemment confrontés à l'âgisme. Quand on a commencé à travailler jeune dans des métiers très usants, on n'a pas le même corps à 70 ans que quand on a été étudiant jusqu'à 25 ou 30 ans pour devenir ensuite prof ou cadre. Le fait de pouvoir répondre aux injonctions du « vieillissement actif »: être actif, productif, contribuer à la vie sociale jusqu'à la fin de sa vie, percevoir la retraite comme un couperet injustifié et sembler jeune à un âge avancé est une expérience socialement située. Bref, échapper aux marques corporelles de la vieillesse et à l'âgisme plus longtemps est un privilège à la fois de genre et de classe pour celles et ceux qui sont vus comme des adultes non-vieux le plus longtemps possible.

Pour autant, même les catégories aisées finiront par connaître l'expérience de la vieillesse. Si on est tous et toutes amenés, certes à des degrés et rythmes différenciés, à subir cette oppression culturelle de l'âgisme, le privilège n'étant que temporaire, alors, à qui profite l'âgisme ?

Une comparaison de l'antiâgisme et de l'écologie peut être éclairante à cet égard: tous les individus ont intérêt pour leur santé, leur bien-être et ceux des générations futures, à un environnement non pollué, mais en raison de leur position socioéconomique, professionnelle ou de leur style de vie, certains ont plus intérêt que d'autres

à la perpétuation d'activités qui polluent. Personne n'a intérêt à être inférieurisé en raison de son âge ni à se voir refuser (ou rendu difficile) en vieillissant l'accès à des biens sociaux auxquels il ou elle aspire. Mais l'âgisme est « rentable », par exemple pour une multiplicité d'acteurs des industries pharmacologiques, médicales, cosmétiques qui tirent profit de la hantise des signes du vieillissement corporel. L'âgisme peut aussi sembler rationnel à des responsables d'entreprise qui visent à économiser le coût du travail, dès lors qu'ils peuvent sous-payer une main-d'œuvre jeune par rapport à des salariés avec une longue ancienneté. Plus largement, lorsque sont évoquées des mesures concrètes pour une transition vers une société non âgiste – revaloriser les métiers du *care*, investir dans le système public de santé pour honorer le principe de l'égalité de la vie des individus de tous âges, réaménager les villes dans une perspective « *age friendly* », permettre le maintien à domicile des adultes très âgés ou encore la création d'habitats partagés intergénérationnels... –, les adversaires de l'État social, même s'ils peuvent par ailleurs dénoncer l'âgisme, tendent à affirmer leur hostilité à la plupart de ces mesures et soulignent le poids que représentent déjà les « personnes âgées » dans les dépenses publiques.

Dans le monde socioculturel, traiter de questions autour de l'âge se résume bien souvent à réaliser de l'intergénérationnel où, pour le dire vite, on fait faire à des gens de générations différentes des activités ensemble dans l'espoir que la rencontre elle-même fasse tomber les préjugés mutuels. Est-ce que cela suffit à combattre l'idéologie âgiste ou faut-il penser les choses autrement ?

Créer des occasions d'expérience en commun entre personnes de différentes générations, notamment par l'habitat partagé, est depuis les années 70, l'un des axes des collectifs antiâgistes, mais bien sûr des mesures isolées ne peuvent pas venir à bout d'une structure sociale. L'école comme levier d'action pourrait être aussi beaucoup plus mobilisée. Depuis une trentaine d'années, il y a eu, avec des succès inégaux, mais tout de même un certain nombre de résultats concrets, des pédagogies concernant les stéréotypes de genre, le racisme, l'homophobie, avec des interventions d'associations dans les établissements scolaires. Par contre, il n'y a quasiment pas de réflexion pédagogique sur la question du rapport au vieillissement et à la vieillesse ou sur ses représentations dans les grands médias, dans les contenus audiovisuels, dans les films et séries, dans les informations télévisées. Or, il existe des travaux universitaires depuis des années sur ces questions qui pourraient alimenter un travail collectif, y compris dans le cadre de l'éducation populaire.

Dans un de vos articles, vous évoquez la vieillesse comme une possibilité d'adopter une identité politique contestataire, d'interroger le capitalisme contemporain et ses valeurs (productivisme, culte de la performance, le tout à l'innovation...). Pourriez-vous revenir sur cette idée ?

Définir la vieillesse comme âge de la contestation, cela ne vient pas de moi, mais des actrices elles-mêmes de mouvements antiâgistes, de Maggie Kuhn (des Gray Panthers) à Thérèse Clerc (des Babayagas – une « maison de vieillesse » autogérée), de « Ménopause rebelle » à « Vieilles et pas sages ». Il y a d'abord le fait de se revendiquer comme « vieille », de retourner ce stigmate dans un acte de politisation, comme dans le cas des luttes LGBT avec le terme « pédé » ou « gouine » ou des mouvements féministes avec, par exemple les « marches des salopes ». Il s'agit de montrer ainsi qu'on n'a pas de problème personnel avec le fait de vieillir, qu'on n'a pas à dissimuler son âge, mais que la société, elle, a un problème avec la vieillesse. Il y a aussi l'idée de retourner l'attente de *sagesse* liée à la vieillesse. Car un piège des mouvements antiâgistes serait en effet de valoriser la vieillesse pour tempérer la fougue de la jeunesse, de faire des veilles et des vieux des garants de la conservation de l'ordre social. La sagesse oui, si cela signifie le fait de savoir apprendre de ses expériences, mais pas s'il s'agit d'être dociles et de légitimer le monde social tel qu'il est.

Pour Maggie Kuhn ou Thérèse Clerc, l'idée que la vieillesse est un bon âge de la contestation renvoie aussi au fait qu'on subit moins, une fois retraité, l'injonction à produire et reproduire cet ordre social (à travers le travail salarié, la parentalité, etc.). On est moins pris dans le jeu social et l'injonction à se maintenir dans la course, donc on peut être plus à même de se distancier du monde social et d'en examiner les dysfonctionnements. Un peu comme pendant la jeunesse où on est plus à même de porter un regard critique sur le monde adulte dont on n'est pas encore tout à fait partie prenante. Bien sûr, si on est pas déjà politisé, ce n'est pas la vieillesse qui produit en elle-même un processus de politisation, mais aujourd'hui, les effets de génération (avoir eu une socialisation militante dans les années 70) et les effets d'âge (être à la retraite, donc avoir plus de temps), permet à de nombreuses personnes de la « génération 68 » de poursuivre ou de reprendre diverses formes de militantismes comme le montre la part importante des retraités dans les associations de défense des droits humains, de soutien aux migrants, pour l'environnement et contre la financiarisation de l'économie. Bref, les trajectoires de cette génération ne se résument pas bien sûr à quelques membres des élites qui ont trahi leurs idéaux de jeunesse.

Dernière publication de Juliette Rennes sur le sujet : « Conceptualiser l'âgisme à partir du sexisme et du racisme. Le caractère heuristique d'un cadre d'analyse commun et ses limites », *Revue française de science politique*, n°70, vol.6, 2020, p. 725-745.

Une jeunesse entre 3 jours et 33 ans ?

PAR JEAN CORNIL



Au-delà de ses aspects strictement biologiques, l'âge et les différentes étapes qui scandent une existence relèvent de la construction sociale. Comme l'identité sexuelle, les conceptions de la jeunesse ou de la vieillesse ne sont pas que des phénomènes naturels. Elles s'ancrent en profondeur dans les différentes cultures qui innervent tant la géographie que l'histoire humaine. Pour l'exprimer en une formule canonique, celle de Pierre Bourdieu: «*la jeunesse n'est qu'un mot*». Cela signifie que les frontières entre les âges sont d'abord l'enjeu d'un arbitraire social et de luttes entre les différents groupes sociaux. Au risque de caricaturer le propos, opposons la jeunesse de certains peuples premiers qui durent trois jours, soit le temps des initiations qui transforment en quelques rites l'enfant en adulte, et celle des pays, dits développés, où «*l'adulthood*», cette période intermédiaire entre l'adolescence, une création moderne, et l'âge adulte peut s'étirer parfois sur des décennies. Non plus de 7 à 77 ans comme Tintin, mais de 3 jours à 33 ans selon les latitudes, les situations sociales ou les époques.

Et, face à l'éternel débat entre le jeunisme et la vieillesse, ce naufrage selon les uns, ce sauvetage selon les autres, rappelons que cette querelle se déroule depuis des millénaires. Ainsi, à Athènes, au 5^e siècle avant JC, Solon, le sage, célèbre le grand âge. «*Je deviens vieux en continuant à apprendre*» clame-t-il face au poète

Mimnerme de Colophon qui honnit le grand âge, ce mal éternel, «*plus glacial que la mort*». Pour Aristote, comme pour Romain Gary, la vieillesse n'est jamais admirable. En revanche, pour Cicéron, Plotin ou Kant, elle coïncide avec un esprit élargi, une récompense ou une sagesse. «*La perte d'énergie est compensée par la lucidité et l'expérience*» écrit Pierre-Henri Tavoillot. «*La vieillesse a pour jouissance de n'en désirer aucune*» affirmait Sénèque.

Mais aujourd'hui: Avec l'allongement continu de l'espérance de vie, à quel âge devient-on vieux: 75 ans en moyenne selon les sondages mais 35 ans pour Aristote, 40 pour Montaigne ou 80 pour Caton, ce romain de l'ère antique. Rappelons ici les scandaleuses inégalités quant à l'espérance de vie moyenne des peuples d'aujourd'hui: 83,7 ans au Japon contre 50,1 ans en Sierra Leone, selon les dernières statistiques de l'OMS. Soit 33 ans de portion de vie en moins si on naît dans ce petit pays d'Afrique! En Belgique aussi, il y a de fortes disparités quant à l'espérance de vie, plusieurs années, en fonction de la classe sociale, du niveau de diplôme ou du fait d'être locataire ou propriétaire de son logement.

Retour à la terminologie. Entre un sportif de haut niveau qui est vieux très jeune et l'âge moyen de la grand-parentalité (54 ans), le grand âge est devenu pluriel. Il a considérablement complexifié la triade enfance, maturité et vieillesse. Entre l'épanouissement du néoretraité, le drame des malades Alzheimer, les 3^e et les 4^e âge, les seniors ou «*l'été indien*» de l'existence, peu importe les dénominations, il y a un brouillage des repères et une démultiplication des grammaires du crépuscule. Nous avons basculé d'un court fleuve intranquille à un long torrent tumultueux.

N'en déplaise au nouvel «*management*» néolibéral des âges. Au sein des entreprises, adeptes de la théorie de «*l'âge*

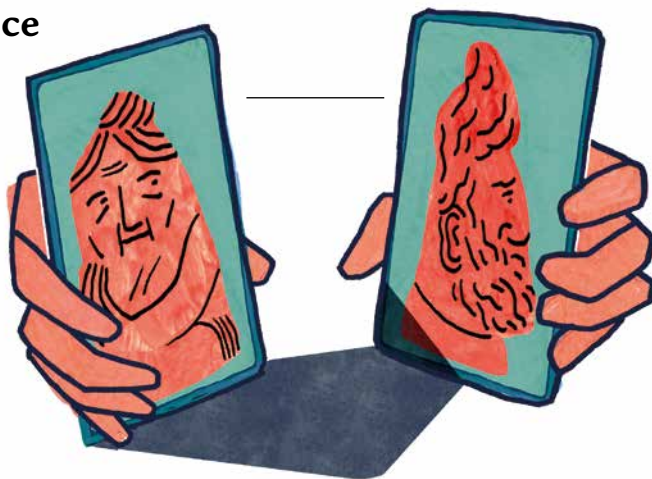
parfait», on est désormais classé comme *junior*, avant 30 ans, puis *senior*, après 30 ans. Une acmé de la vie qui rime avec dynamisme, enthousiasme, rentabilité et docilité. L'ordre dominant du monde assigne désormais à chaque âge sa place et ses qualités: l'imagination de l'enfant, la révolte de l'adolescent, la responsabilité de l'adulte et, enfin, la sagesse du vieillard. Un séquençage des existences qui normalise les individus et légitime toutes les dominations. La reconfiguration des étapes et des parcours de vie apparaît donc bien comme un enjeu central dans les luttes pour définir et redéfinir sans relâche les frontières culturelles et sociales des âges. Pensons aux débats après sur celui de la pension ou celui du droit à des allocations de chômage pour les jeunes en Belgique. Toutes les législations sociales s'ancrent davantage dans «*le pacte des générations*», où l'âge devient un critère essentiel, au nom du financement des systèmes de protection sociale, fondés essentiellement sur le travail – des classes moyennes – et non sur le capital et le patrimoine.

Enfin, il est nécessaire de prendre un point de vue de surplomb, dans le temps et l'espace, pour bien prendre conscience des disparités gigantesques entre les pays et les continents quant à la répartition des âges. En Afrique, continent le plus pauvre, plus de 50% de la population a moins de 20 ans contre près de 22% dans les pays riches, avec d'ailleurs des effets particuliers sur la pandémie. Les plus de 65 ans représentent 2,5% de la population en Afghanistan, contre 26,9% de celle du Japon. En Ouganda, un tiers de la population a moins de 10 ans. Au regard de ces quelques chiffres, et des immenses inégalités qu'ils traduisent, la question de l'âge, et donc de la démographie sur une planète aux ressources limitées, deviendra de plus en plus un enjeu politique majeur.

HÉLÈNE L'HEUILLET

« On joue les générations les unes contre les autres »

Psychanalyste et philosophe du politique, maitresse de conférence à Sorbonne-Université, Hélène L'Heuillet étudie notamment notre rapport au temps soumis aux impératifs capitalistes dans son dernier livre « Éloge du retard ». Nous l'avons questionnée sur les discours qui mobilisent, voire instrumentalisent la notion de « génération » alimentant une conflictualité qui cache le plus souvent d'autres enjeux politiques. Un phénomène prégnant dans le cadre des débats autour des réformes néolibérales des retraites, des mesures Covid ou de la lutte contre les changements climatiques.



PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER
ET VALENTINE BONOMO

Les discours politiques mobilisent souvent la notion de « génération », comment est-elle utilisée ?

Le pacte générationnel se noue en général du haut vers le bas, de la génération ascendante à la génération descendante, avec ceci, que depuis des siècles, il semblait évident, que ceux qui sont les premiers dans l'histoire, c'est-à-dire les aînés, ont moins que ceux qui viennent après eux. Parce que le progrès général dans l'idée des Lumières fait que, forcément, on porte ses enfants vers l'avenir et on *consent* à avoir moins, et moins bien que ce qu'ils auront eux. On promet donc à ses enfants de faire tout ce qu'on pourra pour eux en sachant que ce qu'on leur laissera, ils l'amélioreront. Or, plusieurs choses font que c'est désormais l'inverse qui se produit. La crise écologique ou encore la crise des dettes font que pour la première fois dans l'histoire, les générations qui ont des enfants aujourd'hui savent que leurs enfants auront moins bien que ce qu'ils ont eu eux parce que les ressources de la planète ont été détruites, parce que le réchauffement climatique annonce des catastrophes et en plus de ça parce qu'il y a une dette publique qui ne fait que croître. Il est vrai que c'est terrible, pour la génération des aînés, d'avoir ce sentiment de ne pas réussir à protéger les nouvelles générations.

Mais, là-dessus s'est greffé un discours politique de culpabilisation générale qui utilise ce renversement. C'est douloureux parce qu'en fait on veut toujours le meilleur pour ses enfants, on veut laisser le monde agréable à habiter et alors que là, ce ne sera pas possible puisque leurs conditions de vie seront moins bonnes. Mais, est-ce une raison pour culpabiliser ? De dire en quelque sorte aux aînés « sacrifiez-vous, sinon vous sacrifiez la vie de vos enfants » ?

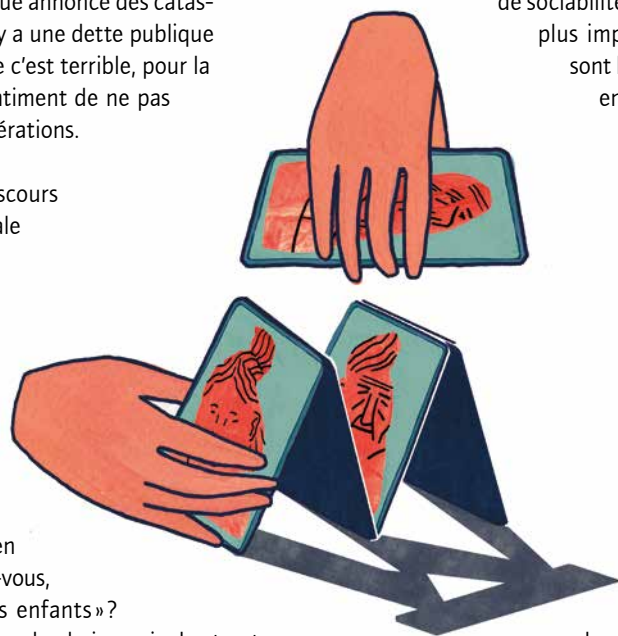
Ce n'est pourtant pas une question de choix, mais de structure. Il n'y a rien de volontaire dans ce processus. En faisant porter la faute sur les aînés, on prend l'effet (le renversement que j'ai décrit) pour la cause. Il y a là une culpabilité en vertu de laquelle le discours intergénérationnel se met à tourner autour du vol, autour du dommage causé. Il mélancolise les aînés, parce qu'il est mélancolisant de se dire qu'on a profité de la vie, mais qu'on laisse aux générations qui viennent un monde qui sera désastreux. Ce discours a notamment pour conséquence que de moins en moins de jeunes souhaitent avoir des enfants, au prétexte que cela va déjà suffisamment mal comme cela dans ce monde. Ce qui renvoie aux aînés l'idée qu'ils ont été irresponsables de les avoir eus.

Au moment du débat sur la retraite en France, grosso modo, on a dit : vous devez accepter la réforme si vous êtes responsables, sinon vous allez ruiner vos enfants et ils ne pourront pas prendre soin de vous. Cet usage politique tout à fait avéré du discours sur les générations se fait sur le registre de la conflictualisation du rapport entre les

générations. On joue les générations les unes contre les autres et ça crée un grand mal être. Car chaque génération a besoin d'être soutenue par la précédente. Les jeunes ont besoin d'être rassurés du soutien de leurs parents, pour pouvoir prendre leur envol, pour pouvoir dire « non » à leurs parents, pour pouvoir éventuellement claquer la porte, etc. Mais, si, dans l'esprit public général, on monte une génération contre l'autre, on met vraiment en défaut la génération d'avant pour des phénomènes collectifs dont nul n'est responsable individuellement. Même si on doit pouvoir essayer de trouver les moyens d'agir, ce n'est pas une raison pour priver d'appuis et de soutien des jeunes qui en ont pourtant besoin. Cela n'aidera pas.

La crise politique et sanitaire liée au Covid-19 a également mobilisé l'argument du sacrifice générationnel...

Oui, les jeunes subissent une sorte d'injustice puisque ce sont pour eux que les sacrifices en termes de mode de vie, de sociabilité, d'études, de déplacements, sont les plus importants alors que pour l'instant, ils sont les moins à risque. Le Covid a donc mis en lumière ce phénomène de conflictualisation que j'évoquais et qui met en scène des générations qui se renvoient sans cesse la balle : le discours sur les retraites, le discours écologique, le discours sur la dette, c'est la culpabilisation des aînés. Le discours sur le virus, c'est au contraire la culpabilisation des jeunes. En jugeant les jeunes responsables d'un relâchement et de la propagation du Covid, on est entré dans une logique du bouc émissaire qui accentue la tendance à la conflictualisation du rapport générationnel.



Cette conflictualisation s'incarne-t-elle aussi dans le fameux « Ok Boomer », expression qui fleurit sur les réseaux sociaux numériques, comme pour adresser un « cause toujours papy » aux membres de génération du baby-boom supposés tenir des positions rétrogrades, surtout sur les questions climatiques ?

Si cela peut représenter la nouvelle façon de se révolter, pourquoi pas ? Après tout, on s'est toujours moqué de la génération d'avant, on critique toujours les vieilles cloches d'avant soi... Mais ce qui me pose problème, c'est que cela s'exprime de nouveau sur ce mode du dommage, du vol. Un certain discours écologique va d'ailleurs dans ce sens, dans le cadre d'un imaginaire qui dit en somme : « voilà, c'est de votre faute, vous vous en êtes mis plein la panse, vous avez bien profité et nous, on se retrouve sur le carreau.

Donc, on ne vous écoute plus». D'une part, généraliser à ce point-là n'a pas de sens. Mais surtout, cela cause une rupture de pacte et joue sur le registre de la frustration. Ce qui m'inquiète, c'est la rupture de la chaîne de transmission puisqu'on emprunte toujours, par définition, à ceux d'avant. Bien entendu, il ne s'agit pas de s'incliner dévotement devant eux, ni de plagier leur manière de vivre. Ceux qui viennent doivent réinventer et transformer le monde qu'on leur transmet et ils ont pour cela un « non » à dire. Et ici, le « Ok boomer » c'est une façon de dire « non ». Mais c'est aussi une façon de dire « tais-toi ». Ce qui me semble problématique, c'est que cela occulte la dimension de la dette. On a toujours une dette à l'égard de la génération d'avant car elle nous a mis au monde. Or, cela n'apparaît plus du tout comme un argument recevable parce que les formes du don et de la transmission n'apparaissent plus nettement.

Est-ce que ces « guerres générationnelles » ainsi mises en scène peuvent servir à évacuer d'autres clivages politiques plus opérants en régime capitaliste ?

Oui, je trouve que c'est une hypothèse très intéressante. Quand on n'a plus d'opposition de type politique sous la main pour mettre de l'ordre dans les pensées politiques, comme par exemple l'axe gauche-droite qui procurait de grands repères pour canaliser les oppositions, on en trouve une autre. Et effectivement, ce qu'on a tous à portée de main, c'est la différence entre générations. Par conséquent, on en arrive à ces bêtises essentialisantes consistant à dire que tous les boomers pensent comme ci, que toute la « génération Z » pense comme ça. En opposant des générations, on empêche la reconstitution de pensées politiques. Dans le cadre des réformes des retraites, on a bien vu dans certains discours que le clivage devait remplacer des points de vue sociaux, qui ne sont évidemment pas les mêmes, si on est libéral ou socialiste. On peut, quel que soit notre âge, être pour une forme d'inégalité des richesses et d'enrichissement d'une classe en usant toujours de l'argument philanthropique que cela profitera aux autres grâce à un hypothétique ruissèlement. Ou au contraire, comme dans la pensée socialiste, qui hérite d'une tradition mutualiste, être en faveur d'une perpétuation d'un système d'assurances communes et de retraite par répartition qui fait qu'une génération prend soin de l'autre. On oppose donc des soi-disant intérêts de génération, au lieu d'opposer des modes de pensées politiques. Évidemment, cela dépolitise et biologise le débat. Sans compter que la génération en elle-même, c'est bien sûr une construction, puisqu'en vérité, il y a tout le temps de l'enchevêtrement, et que selon les familles, les générations ne se distribuent pas de la même manière dans le temps.

Médiatiquement, on fait de plus en plus reposer la menée des luttes climatiques sur les épaules de la jeunesse, avec par exemple la figure de Greta Thunberg et les mouvements des grèves scolaires

pour le climat. Pourquoi présenter ce mouvement pluriel et massif comme un mouvement générationnel ?

Même si je n'ai rien contre Greta Thunberg, critiquée de manière nauséabonde, et le fait que les jeunes réussissent à se faire entendre sur ces questions-là, il n'en demeure pas moins que c'est une construction que de dire que c'est la jeunesse qui mène les luttes climatiques. Parce que l'engagement écologique, ses capacités à rassembler séduisent bien au-delà de la seule jeunesse et concernent toutes les tranches d'âges. D'ailleurs, on observe globalement un grand déplacement de la clientèle classique des partis politiques, surtout à gauche, vers les partis écologistes, attirée tant par la sauvegarde de la planète que par le projet de société qui est défendu.

Dans le cadre des luttes climatiques, le discours « jeunes » contre « vieux » me paraît donc absurde. D'abord parce ce n'est pas un engagement spécifique aux jeunes et qu'on voit aussi beaucoup d'ainés qui se sont engagés en écologie et qui sont guidés par l'envie de faire quelque chose pour le monde qu'ils laissent à leurs enfants. Dans le réel, on voit donc plutôt le pacte intergénérationnel se renouer autour de l'écologie : oui, le monde a été détruit, mais, on s'y met tous et on va faire en sorte que le réchauffement climatique ne s'accroisse pas. Et ensuite, parce que quand on repolitise la question du climat, on finit par s'apercevoir que ce n'est pas une génération qui a détruit la planète au détriment des autres mais que c'est bien un certain système économique qui a été suffisamment puissant pour se moquer de ce qui allait suivre ! C'est donc davantage un raisonnement en termes de lutte des classes qu'il faut privilégier pour expliquer la destruction de la planète qu'une opposition des générations.

Quelles seraient les conditions pour établir ou revivifier un pacte générationnel mis à mal par des politiques néolibérales ?

Un des moyens de réinstaurer un pacte, c'est bien de repolitiser la question sociale : quand on raisonne en termes de lutte des classes, on dépasse le conflit intergénérationnel. On peut espérer que la crise actuelle nous permette de mener de nouveau une réflexion sur les grands projets de société, comme on l'a fait à la fin de la Seconde Guerre mondiale, de dépasser le ronronnement de l'économie qui évacue ces questions, de se demander si par exemple on attribue la priorité à l'hôpital et aux soins ou bien à l'entreprise et l'actionnariat, de nous reposer ces questions, non pas pour forger des utopies, mais afin de savoir ce que nous attendons de la société. C'est cela, une démocratie, après tout. De telles questions constituent le meilleur moyen de renouer des pactes générationnels autour de projets communs, qui permettent aussi aux générations – à l'encontre de la tendance à n'avoir de rapport qu'avec des gens de sa tranche d'âge –, de se mélanger à nouveau.

Hélène L'Heuillet, Éloge du retard, Albin Michel, 2020



Impossible d'oublier, impossible de se souvenir



Transmissions familiales empêchées

Mémoire collective et transmission générationnelle ont parties liées. Que se passe-t-il quand la transmission est impossible, que le travail de mémoire ne peut se faire en raison de contentieux politiques? Quand un pan de l'histoire de la colonisation est mis de côté par l'État, l'héritage mémoriel peut devenir un boulet. Cette amnésie historique à l'échelle de la société empêche une transmission saine et provoque anomie sociale et souffrances chez les descendants de ceux et celles qui l'ont vécu. Comment sortir des silences générationnels pour que l'histoire puisse «se faire» et s'écrire à plusieurs mains?

Dans une famille, un événement douloureux vécu par une ou plusieurs personnes, non «digéré», peut générer des difficultés, des souffrances, des besoins de réparation ou transmettre un «endettement» aux générations qui suivent. Cette observation clinique concernant les transmissions familiales est nommée «transgénérationnelle», parce qu'elle se transmet «sans mots» et le plus souvent de manière inconsciente.

Le propos de la clinique transgénérationnelle (un cadre d'intervention clinique posé par la psychologie interculturelle) est de se pencher sur nos héritages. Parmi ceux-ci, certains sont matériels:

des briques, des photos, des espaces et toute une série d'objets, plus ou moins précieux aux yeux de celles et ceux qui les transmettent ou en héritent. D'autres héritages sont immatériels: les «histoires de famille», les discours sur les ressemblances entre un nouveau-né et tel aïeul ou le destin particulier de certains de nos ascendants, qui nous sont racontés et traversent les générations, portés par des mots.

Et puis il y a aussi, parmi ces héritages immatériels, des événements (familiaux ou historiques), des ascendants oubliés (volontairement ou non), dont la transmission est caractérisée par le silence, par une absence de discours, ce qui ne fait pas entrave à leur transmission. Ces héritages silencieux sont parfois très encombrants. Telles des valises invisibles venues d'un passé, proche ou lointain, ces héritages deviennent le fil à la patte ou le boulet qui enchaîne et entrave la capacité à cheminer, pour parvenir à accomplir ce voyage essentiel qui permet à chacun·e d'aller à la rencontre de lui/elle-même et de l'Autre. La clinique transgénérationnelle a pour objet de débusquer et remettre des mots sur ces transmissions muettes, afin de faire circuler à nouveau l'énergie et permettre une transmission saine entre les générations. Si cette méthode explore, dans le cadre des entretiens cliniques, les sources de nombreuses souffrances individuelles, elle ne peut ignorer les contextes globaux, notamment politiques et sociaux, qui sont parfois à l'origine de ces souffrances.

Ainsi, les événements douloureux ou violents tels que produits par la colonisation peuvent avoir les mêmes impacts transgénérationnels, avec la particularité supplémentaire qu'ils font l'objet dans le meilleur des cas d'un «contentieux» et dans le pire des cas d'un déni, qui lient entre eux les États concernés (la France et l'Algérie, ou la Belgique et le Congo, par exemple) et bien entendu également leurs citoyens respectifs.

Lorsque les descendants de citoyen·nes issus d'un État ayant été colonisé par un autre vivent dans ce dernier, on peut imaginer la complexité qui en découle: non seulement les souffrances

sont «silenciées» au sein des familles (la «petite» histoire), mais en plus, les événements qui sont à l'origine de ces souffrances ne sont pas reconnus ni inclus dans la «grande Histoire». Difficile dès lors d'entamer un travail de «réparation», individuelle, sur le plan clinique, et collective, sur les plans politique et social.

LA COLONISATION FRAPPÉE D'AMNÉSIE SOCIALE

Au sujet de l'amnésie historique, l'Europe n'en est pas à son coup d'essai: l'histoire coloniale, l'histoire de l'immigration, l'histoire de la contribution des combattants issus des colonies aux deux conflits mondiaux sont absentes des manuels scolaires et des grands récits historiques. Ou, dans le meilleur des cas, réécrits dans un objectif de dédouanement face aux atrocités et injustices commises dans ces contextes historiques. Je ne citerai, à titre d'exemple, que la tentative d'inscription des bienfaits de la colonisation dans les manuels scolaires, en France. Un lien existe pourtant, entre ces étranges amnésies et *la haine de l'Occident*¹ d'une part et les mouvements de repli sur soi de descendants d'immigrés, notamment «post-coloniaux», d'autre part.

Dans ses recherches, le sociologue Maurice Halbwachs² se penche sur les effets d'événements violents et traumatisants à l'échelle de toute une communauté humaine: plus un événement est traumatisant pour une société, plus profondément celle-ci l'enfouit-elle dans sa mémoire. Un temps long est nécessaire pour que cet événement ressurgisse en tant qu'objet d'analyse possible et durant ce temps d'enfouissement, pas de travail de mémoire possible, le groupe social est désarmé face à cet événement qu'aucune catégorie préexistante de la pensée sociale ne permet de comprendre. Les travaux d'Halbwachs permettraient de comprendre les comptes demandés par les ex-colonisés à leurs oppresseurs après de très longues périodes de silence, et ce bien longtemps après les périodes de décolonisation, pour peu qu'elles aient pris fin.

Qu'en est-il de la transmission de leur histoire auprès des descendants d'immigrés, que ces derniers soient issus des

colonies, qu'ils aient combattu auprès des soldats européens contre le nazisme, ou encore qu'ils aient rejoint l'Europe sous couvert d'accords économiques bilatéraux? Tant dans les familles que dans les livres d'histoire, ces événements ne sont ni racontés, ni transmis. Les raisons de ces silences, propres à chaque acteur concerné, ne seront pas évoquées ici. Je me pencherai sur les effets de ceux-ci.

SILENCIER EMPÊCHE D'ARCHIVER

Si l'histoire d'une communauté n'est pas inscrite dans l'Histoire d'une société humaine, les souvenirs douloureux ne peuvent s'inscrire dans une mémoire collective reconnue et ils entravent l'affiliation à la société. Impossible d'oublier, impossible de se souvenir résume la psychanalyste Alice Cherki³. Il est impossible d'archiver dans sa mémoire des événements dont on n'a pas pris connaissance. Mais si les faits ne sont pas transmis, les émotions et ressentis qui les accompagnent, eux, le sont, de génération en génération: c'est un point commun entre les descendants des soldats ou des travailleurs immigrés issus des colonies.

Actuellement, l'histoire des faits qui concerne leurs ascendants, qu'ils soient liés aux conflits mondiaux, à la colonisation ou à l'immigration, est très peu racontée et circule peu ou pas dans les canaux de transmission de «l'Histoire», notamment via les manuels scolaires et plus précisément les contenus des programmes d'histoire. Rares sont les élèves qui sortent de l'enseignement secondaire en connaissant l'histoire multiculturelle de la Belgique. Or il est nécessaire, pour tous ces citoyens, de trouver la bonne distance entre communauté d'origine et place dans la société, de permettre l'installation d'une «distance critique», autant du



« Pour construire une Histoire officielle plus collective, toutes les mémoires doivent être incluses et trouver leur place dans le récit officiel, sans pour autant tomber dans le piège de la tyrannie de la mémoire. Ne pas y œuvrer, c'est prendre le risque de voir un jour se réveiller une mémoire révoltée, habitée par des sentiments d'injustice et d'exclusion. »

côté des origines que de celui de la société dans laquelle ils vivent et dont ils font partie.

Une restauration de la circulation de ces faits historiques permettrait immanquablement la construction de cette bonne distance, comme le souligne Benjamin Stora. Historien du colonialisme français en Algérie, il identifie trois matériaux qui permettent le travail historique: les documents et les sources écrites, la mémoire et la source orale et plus récemment les images. Le statut de la mémoire fait débat dans le monde des historiens, celle-ci n'est pas considérée par tous comme source scientifique valide. Pourtant, dit Stora *« le travail historique de la mémoire est irremplaçable, surtout dans les situations de cataclysmes, de catastrophes, de ruptures, de deuils, d'arrachements et même de silence. Mais il y a encore des histoires qui continuent à être faites à partir des sources (...) et qui continuent à se méfier absolument de la parole des victimes ! »*⁴

Cette méfiance s'explique, toujours selon ce chercheur, par le statut de la parole dans la construction de l'« Histoire », qui ne peut se faire sans entendre tous les protagonistes d'un événement historique. Pour illustrer son propos, il évoque la loi du 23 février 2005 en France (loi reconnaissant un rôle positif à la colonisation): *« Ce qui m'a le plus intéressé, c'est que la France fait une loi sur la question coloniale sans se donner la peine d'entendre la parole de l'autre. C'est si bien la colonisation? Et bien, qu'en pensent les anciens colonisés? C'est incroyable d'écrire une histoire qui concerne tout le monde: les blancs, les noirs, les colonisés, les "anticolonisés"... comment écrire cette histoire-là en écoutant qu'une seule parole? »*⁵

L'hypothèse de Stora est que cette écriture et ce récit officiel de « l'Histoire » empêchent la prise en compte de l'autre, par le déni de sa parole. Comme si la « vérité historique » des faits n'était contenue que dans une seule version, qui invalide les mémoires qui souffrent, qui sont blessées, alors qu'elles détiennent aussi une partie de la vérité historique et disent aussi une forme d'authenticité. Pour construire une Histoire officielle plus collective, toutes les mémoires doivent être incluses et trouver leur place dans le récit officiel, sans pour autant tomber dans le piège de la tyrannie de la mémoire. Ne pas y œuvrer, c'est prendre le risque de voir un jour se réveiller une mémoire révoltée, habitée par des sentiments d'injustice et d'exclusion. Le rôle de l'historien, toujours selon Stora, consiste à faire bouger les choses au niveau de la connaissance et de la reconnaissance, de faire changer les choses dans la société.

SORTIR LES ENFANTS DE L'ACTUEL

La transmission des événements cachés ou oubliés de l'Histoire officielle qui concerne les descendants des migrants est essentielle, et se trouve aujourd'hui au cœur d'un double silence. Elle est coincée entre une absence de transmission officielle et un silence, une absence d'histoire dans les récits familiaux.

Les pères des années 80, descendants de ces combattants et des immigrés qui ont contribué à la construction de

l'Europe, n'ont pas reçu grand-chose en héritage: absence de transmission du côté de leurs pères réels et silence dans la transmission de l'Histoire de la société dans laquelle ils vivent et sont nés, pour la plupart. *« Que voulez-vous qu'ils transmettent à leur tour? Ces enfants d'aujourd'hui ont été dans une double absence de transmission, à la fois de l'école et de la France, et à la fois du point de vue de ce qui a été leur héritage familial, personnel intime [...] Donc, il y a un sentiment de vide »*⁶ analyse Stora.

Alice Cherki nomme *« enfants de l'actuel »* les descendants des immigrés algériens, issus d'anciennes colonies françaises. En rupture de filiation, les silences qui occultent la transmission de leur histoire familiale auxquels s'ajoutent les multiples violences symboliques qu'ils subissent ne leur permettent ni de s'inscrire dans la société, ni de se construire comme sujets. Toutes celles et ceux qui ont *la haine*, dans une grande souffrance psychique, en raison de ces silences sur leur histoire et de discriminations multiples qu'ils subissent. Les descendants des migrants d'aujourd'hui, dont l'histoire est empreinte d'une telle inhumanité que leur récit migratoire familial risque d'être lui aussi impossible à dire, seront-ils les enfants de l'actuel de la prochaine génération?

Le travail des cliniciens, qu'ils soient du social, de l'éducatif ou du psychothérapeutique doit permettre de réinscrire ces faits dans un fil historique nommé, assumé et reconnu. Et ce travail de l'intime doit impérativement être accompagné d'un véritable processus politique de reconnaissance des faits commis par le passé, qu'ils soient glorieux ou inacceptables.



1. En référence au livre de Jean Ziegler, *La haine de l'occident*, Albin Michel, 2008
 2. Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, PUF, 1925
 3. Alice Cherki, *La frontière invisible. Violences de l'immigration*, Éditions des Crépuscules, 2006

4. Interview de Benjamin Stora, *Revue Transculturelle L'Autre*, vol.8 n°1, La Pensée Sauvage éditeur, 2007, p.15
 5. *Ibid.* p.16
 6. *Ibid.* p.23

Pour une « conscience de génération »

PAR JEAN-FRANÇOIS PONTÉGNIE

Le concept de génération peut se lire comme un incessant agencement des faits individuels, imprégné tant par l'époque que par le récit national, politique, qui en est fait et de quoi naitrait le concept de « conscience de génération ».

Comme l'indique la sociologue des générations Claudine Attias-Donfut, l'usage commun consiste à qualifier et à identifier une génération « en fonction des manifestations visibles qui lui sont attribuées et des représentations collectives qui lui sont associées¹ ». Ce sont probablement les « pratiques sociales opérant "cette reconstruction" » qui méritent le plus d'attention.

Pour être concret, on peut penser à la « génération soixante-huitarde », ainsi nommée en fonction d'événements ayant duré... un mois. Or, cette dénomination tronque l'événement en le réduisant à quelques lanciers de pavés (pour le dire vite), tout en y incluant un large ensemble de personnes fort éloignées des révoltes de l'époque. On peut encore évoquer la « génération des résistants », pure construction historique voulue par De Gaulle qui entendait glorifier le passé pour rétablir une certaine idée de « grandeur de la France », abimée par la défaite de 1940 et la collaboration. Ainsi relues et réifiées, les générations finissent par s'intégrer à quelque grand récit symbolique à visée politique, énoncé par un quelconque collectif. Ici : la Nation ou les cyniques de Mai 68 dénonçant ceux qui, fidèles à leurs convictions, n'auraient pas compris que le capitalisme était inéluctable.

LA GÉNÉRATION VÉCUE : UN AGENCEMENT PERMANENT DES MÉMOIRES

D'une part, en tant que « témoin » d'une époque, une génération « devient dépositaire d'une mémoire "commune" par rapport à ceux qui ne l'ont pas vécue ».

Ce témoignage est en ce sens une donnée mémorielle : « l'existence de témoins vivants fait obstacle aux tentatives les plus scandaleuses de constructions irréelles ou de négation » des faits.

D'autre part, ces « faits mémorisés » finissent par s'ordonner dans le grand récit mythique politique « dont les générations successives ont mission de faire vivre les épisodes ». Cette synthèse de l'hétérogène « en un tout temporellement cohérent² » confère un sens nouveau aux événements qu'elle intègre et, de cette façon, constitue la mémoire collective.

Mais cette reconstruction politique que constitue l'intégration d'événements vécus au grand récit dominant³ fait totalement l'impasse sur le fait que les deux types de mémoire – commune et collective – cohabitent et interagissent dans une certaine mesure.

Car, si la société produit des repères temporels mythiques et donc dégagés du temps métrique, en revanche, pour l'histoire contemporaine, c'est-à-dire telle qu'elle est vécue par des êtres de chair, « les générations ont leur durée propre », leur temps dont l'empreinte constitue les êtres dont elles sont composées. Ce que démontre du reste le fait que leur enfance, leur adolescence, leur maturation⁴ et leur vieillesse ne soient pas pour les personnes des séquences indépendantes mais s'agencent tout en se modifiant tout au long de leur vie – entre autres sous l'influence du récit mythique « officiel ».



Illustration : VM

C'est sans doute dans ce perpétuel réagencement – cette réécriture relative du récit personnel de sa propre vie – que réside une possible vérité, celle de la conscience de génération, qu'on gagnerait beaucoup à préférer à l'insaisissable concept de « génération »...

1. Claudine Attias-Donfut, *La notion de génération. Usages sociaux et concept sociologique*. www.persee.fr/doc/homso_0018-4306_1988_num_90_4_2365
2. Annik Dubied, *Une définition du récit d'après Paul Ricœur. Preamble à une définition du récit médiatique*. <https://journals.openedition.org/communication/6312>
3. On vous invite à vous régaler du décodage du récit de Clovis « roi des Francs » par Florian Besson accessible ici : « Ferrand, Menant et Clovis, une histoire d'amour sur CNews ». www.arretsurimages.net/articles/ferrand-menant-et-clovis-une-histoire-damour-sur-cnews
4. « Situation [...] du milieu de la vie que, par analogie avec l'adolescence, on peut appeler maturation ». Claudine Attias-Donfut et Philippe Daveau, *Autour du mot « Génération »* in *Recherche et Formation*, N° 45, 2004. www.persee.fr/doc/reior_0988-1824_2004_num_45_1_1895

LINE GRENIER

« Bien vieillir » : l'individu rendu responsable de sa longévité et de sa santé

Enseignante-chercheuse en communication à l'université de Montréal spécialisée sur les questions de culture, notamment en culture et médiation du vieillissement, Line Grenier analyse dans cet entretien la notion de *bien vieillir* dont sa déclinaison la plus contemporaine, le *vieillissement actif*, a envahi politiques publiques et discours médicaux, sociaux et médiatiques. Cette vision très normative et paradoxale définit un type unique de vieillesse désirable – active, sociable, dynamique, sans répit – où l'on vieillirait sans devenir vieux. Mais c'est aussi une idéologie baignant dans le néolibéralisme, faisant reposer la « réussite » – ou « l'échec » – de son vieillissement sur les épaules des individus.

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER



À quoi renvoie la notion de « bien vieillir » ?

Le terme de « bien vieillir » renvoie à un ensemble de discours qui visent, au départ avec plein de bonnes intentions, à comprendre comment améliorer le sort des personnes âgées. Le « vieillissement actif » en est l'une des figures contemporaines. On en a connu d'autres comme le « vieillissement sain », le « vieillissement réussi », le « vieillissement productif »... Ces discours sont notamment portés par des chercheurs-ses et, depuis plus de 30 ans, au travers des recommandations de l'OMS. La diffusion de cette idéologie infuse aujourd'hui un grand nombre de programmes et politiques publiques dans le sens d'un vieillissement qu'il faut essayer d'orienter vers l'activité, de rendre moins coûteux, moins dérangerant, moins lourd à porter pour les sociétés qui se voient vieillir à un rythme qu'elles n'avaient pas prévu. Le *bien vieillir* s'inscrit par définition dans une dualité avec un *mal vieillir* présumé mais peu souvent explicité.

En quoi cette notion, qui semble à première vue sympathique puisque tout le monde a envie de « bien vieillir », est-elle problématique ?

En effet, difficile de proposer un regard plus critique sur cette notion ambivalente et d'être contre la vertu et les manières d'améliorer notre vieillissement ! L'analyse des programmes publics qui font du vieillissement actif le pivot de leur action fait ressortir des mots-clés tels que « participation », « santé », « sécurité », autant de concepts organisant l'ensemble des actions et manières de concevoir la vieillesse qui peuvent poser problème.

La sécurité par exemple, se décline avec le respect et la protection de personnes âgées qui sont toujours jugées *vulnérables*. On se base donc sur une image stéréotypée du vieillissement associée à une vulnérabilité individuelle de plus en plus importante.

Le *bien vieillir* est aussi rempli d'injonctions à la *participation* qui est complètement glorifiée sans qu'on interroge jamais à quoi on participe, ni qui peut le faire, ni les moyens et conditions de cette participation quasi frénétique, ni même si on est libre ou non de participer. Dans les faits, c'est une portion très particulière des personnes qui vieillissent, qui sont susceptibles de pouvoir être célébrées comme des personnes qui participent à la vie sociale. Car on n'a pas tous et toutes les mêmes ressources culturelles, éducatives, financières pour par exemple siéger dans le CA d'une association de son choix. L'injonction à la participation se déporte alors sur d'autres domaines

comme la vie familiale avec une définition assez spécifique de la famille, où il s'agit d'être des « grands-parents extraordinaires » et présents pour ses proches. Ça exclut des gens qui tout simplement n'ont pas eu d'enfants, n'ont pas de famille, sont isolés, ou qui ont eu des trajectoires migratoires et qui n'ont pas de réseaux familiaux organisés de la même manière... Il y a déjà là toute une série de façons d'exclure ou de discriminer. On peut ajouter bien sûr toutes les personnes qui n'ont pas eu les « bonnes et saines » habitudes de vie et qui ont des problèmes de santé aujourd'hui, un surpoids, une déficience ou un handicap. Il y a donc tout un ensemble de personnes qui ne peuvent pas répondre à cet impératif de participation. Cette injonction à la participation n'est donc pas émancipatoire pour tout le monde et peut au contraire s'avérer source de stress.

Par ailleurs, la politique du *bien vieillir* va construire des représentations spécifiques de l'expérience du vieillissement dans la sphère publique et dans les médias. Les protagonistes de ces représentations sont généralement des personnes en couple, hétérosexuelles, blanches. La très grande majorité du temps, elles ont l'air tout à fait « en santé » et dynamiques et, à en croire leurs apparences et marqueurs sociaux, visiblement dans des situations économiques favorables. On les voit souvent sur la plage, rayonnant avec leurs petits-enfants et semblant avoir enfin l'occasion de dépenser et consommer comme ils le souhaitent, de faire de beaux voyages, de bénéficier d'une très belle retraite... Dans cette bulle idéale du *bien vieillir*, il n'y a pas beaucoup de place pour les gens qui vieillissent en étant vieux et vieilles... C'est-à-dire celles et ceux qui doivent accepter des limitations ou qui vivent précarisées et avec des revenus qui ne sont pas forcément très élevés, particulièrement chez les femmes ou des groupes qui sont en plus minorisés par la race ou par des situations de handicap.

Outre ces effets pervers d'exclusion qui ne prennent pas en compte la diversité des situations sociales, est-ce qu'un point critiquable de l'idéologie du bien vieillir, du vieillissement actif, c'est qu'il met au centre la responsabilité individuelle ?

Ces idéologies-là reposent sur quelques postulats de base jamais remis en cause. Le premier est que le vieillissement est essentiellement un déclin et d'abord et avant tout une condition physiologique et universelle : on présume que tout le monde vieillit de la même manière, ce qui est une aberration. On en vient donc à penser le vieillissement comme une chose strictement individuelle, qui passe par des corps individuels. Au mieux, on entend dans les discours du vieillissement actif qu'il faut intervenir sur les éléments et facteurs *extérieurs*, perçus comme des conditions qui accentuent ou freinent la vieillesse. Ce discours nous dit en substance que si vous vous occupez correctement de vous et tenez compte de ces facteurs extérieurs, vous serez capable de *bien vieillir*, vous serez en mesure de pallier l'ensemble des risques et difficultés qui viennent avec l'inéluctable déclin du vieillissement. Non seulement, ça fait reposer la responsabilité sur l'individu en évacuant toute la dimension sociale et collective du vieillissement, mais ça a aussi pour effet de mettre tout le blâme sur les personnes qui ne répondent pas à ces critères-là : vous auriez dû faire les bons choix alors que vous étiez enfants, adolescents, jeunes adultes, actifs pour aujourd'hui bien vieillir... Ce poids et cette honte renforcent évidemment encore plus les effets d'exclusion qu'on évoquait.

Au Québec comme en Europe, il y a eu un désinvestissement de l'État progressif depuis une vingtaine d'années dans nos sociétés riches au profit d'entreprises privées qui vont investir dans des résidences pour personnes âgées, avec une privatisation du secteur de la santé, mais aussi de tout ce qui est service d'aide à la collectivité, de maintien à domicile.



Or, quand l'État se désengage et que les filets sociaux s'amoin-drissent, c'est vers l'individu qu'on se tourne. Loin de regarder comment inclure les groupes exclus ou lutter contre les inégalités, le *bien vieillir* oriente les politiques à s'occuper essentiellement des manières dont chacun-e pourrait s'occuper de son vieillir, de savoir si vous faites partie des chanceux qui ont fait les bons choix ! Car la responsabilité individuelle concerne cette succession de choix posés par des individus tout au long de leur parcours de vie. Des individus imaginés comme autonomes, sans aucune contrainte, disposant des mêmes chances, pas du tout traversés par la société, dans un libre arbitre total... Bref, on choisirait tout librement, nos vieillissements comme le reste... et on n'aurait qu'à s'en prendre à nous-même si c'est raté. Cette charge symbolique et affective va être au cœur des manières dont les gens vont vieillir et va participer à défaire les solidarités au lieu de les renforcer. Pourquoi moi qui ai fait les bons choix, je serais solidaire de ceux qui ont fait les mauvais ?

Libre choix, culpabilisation de celles et ceux qui sont jugés négligents dans la préparation de cette période, affirmation en somme que santé et longévité sont une question de responsabilité individuelle... peut-on y voir des accointances avec le néolibéralisme ?

Plus que des accointances ! Le néolibéralisme et ses éléments constitutifs (culte de la performance, individu libre qui décide de sa trajectoire, productivité, etc.) constituent l'un des terreaux qui rend le foisonnement de ces discours possible, qui donne toutes les conditions pour que le vieillissement actif ait l'air normal, allant de soi, relevant du sens commun. On aurait eu plus de mal il y a 50 ans à imposer l'idée que les gens étaient responsables de leur santé et de leur longévité, ça n'aurait eu aucun sens ! Les gens vivaient dans leurs milieux et devenaient vieux. Par exemple, les gens atteints de démence n'étaient que rarement placés dans des institutions de soin, ils restaient parties prenantes de la vie quotidienne ou familiale.

« On choisirait tout librement, nos vieillissements comme le reste... et on n'aurait qu'à s'en prendre à nous-même si c'est raté. »

À présent, ils sont placés dans des centres spécialisés, des lieux regroupant des personnes qui incarnent un *abject* du vieillissement, c'est-à-dire l'impossibilité d'être ces individus autonomes qui décident, qui font leur choix, qui sont en bonne santé, qui sont actifs, qui *participent*... Ce sont ceux et celles qui ont basculé dans le « quatrième âge ». C'est l'incarnation du « mal vieillir », celui-ci génère un ensemble d'angoisses. Aujourd'hui, chez les personnes âgées, on a moins peur de mourir que de vieillir : ce qu'il faut absolument éviter, c'est « devenir vieux ou vieille », ce stade abject où on serait placée, où on se retrouverait dépendant. Cette frontière

dans le champ de l'imaginaire, celle d'un basculement soudain dans une noirceur, est quelque chose d'assez nouveau. Ça permet de rendre très efficaces les injonctions qui nous disent : « occupez-vous de vous pour éviter tout ça ! » comme par exemple : « Faites des jeux qui conservent l'élasticité et l'agilité de votre cerveau sinon vous allez devenir sénile ! »

Car avec le néolibéralisme, toute activité destinée aux personnes âgées est instrumentalisée. Elles doivent toujours *servir* à quelque chose d'autre, avoir une fin plus importante que l'action elle-même : productivité, performance, rentabilité, éviter la déchéance... Cela laisse peu de place à des activités qui peuvent faire contrepoids à ces idéologies en essayant de prôner un principe de créativité (atelier créatif de musique électronique comme j'ai pu mener par exemple), sans que ce soit avec une visée autre que de pouvoir profiter de son temps, rigoler, avoir du plaisir, partager avec d'autres... Des activités qui vont souvent créer plus de liens, de joie et d'émancipation que celles découlant des injonctions à participer ou s'activer... Des activités qui s'éloignent aussi des stéréotypes agistes, souvent intégrés par les personnes âgées elles-mêmes. Car répéter qu'elles ne seraient plus capables d'apprendre ou de s'adapter a tendance à susciter des activités infantilisantes basées sur l'idée qu'elles ne peuvent se débrouiller seules et qu'il faudrait donc les *aider*.

En est-on arrivé à une société où bien vieillir, c'est ne pas vieillir ?

C'est à peu près ça, pensez à toutes les industries qui se sont développées sur « l'antivieillesse », produits de beauté, chirurgie esthétique... C'est l'indice d'une tentative de ne pas vieillir, d'un vieillissement sans devenir vieux ou vieille. Cette idée que vieillir est problématique en soi est un phénomène relativement récent. Il se déploie depuis presque 60 ans selon plusieurs gérontologues sociaux, mais devient particulièrement saillant de nos jours. Tout est là pour faire en sorte que les gens refusent de vieillir, car vieillir veut dire devenir abject et non plus devenir *vieux*, c'est-à-dire expérimenter des transformations entre autres physiologiques, mais pas que, qui font que les parcours de vie, les solidarités et non solidarités se déploient différemment, que les temporalités qui rythment nos vies changent, nous changent et qu'on les change. Le *bien vieillir* ne produit donc pas de l'acceptation à la vieillesse, au contraire ! Cette idée, née à un moment où on voyait poindre le vieillissement démographique de la population et qui consistait en somme à redorer le blason du vieillissement, a eu beaucoup d'effets paradoxaux, jusqu'à presque annihiler le vieillissement.

La guerre est déclarée, les vieux veulent réparation !

Illustration: Anne Hoogstoeel



PAR MICHEL HUISMAN

Le Gang des Vieux et Vieilles en Colère est un groupe « indépendant, non partisan et trans-partisan » qui se bat pour relever le taux de dignité des futurs Vieilles et Vieux. Leurs outils ? Un lobbying accentué sur le monde politique et des actions ludiques et coup de poing pour interpeller les citoyen·nes sur les conditions de vie des plus âgées malmenées dans notre société néolibérale, surtout par ces temps de confinement. Michel Huisman, membre du Gang, en retrace pour nous ici la genèse, l'esprit et les combats « dédiés aux générations futures ».

Il y a d'abord eu cette bonne soirée d'octobre 2017 entre boomers, des débats sans fin et puis cette sentence lorsqu'un des convives déclare le montant de sa pension. On est en deçà de la survie. La stupéfaction ne fige pas ces sexa-septua-octo-nonagénaires qui se mettent en tête d'exiger le respect – si pas pour eux (ils ne sont pas dupes de la lenteur comme arme du pouvoir) pour leurs enfants et les générations à venir. Ce qui aboutira à la création en 2018 du « Gang des Vieux en Colère » / « Gang van de Razende Ouderen ». C'est comme si nous, Vieilles et Vieux soixante-huitards, avons attendu l'année anniversaire de Mai 68 pour créer un nouveau mouvement citoyen contestataire !

Quelques Vieux se rêvent en Robin des Bois, Zorro ou Arsène Lupin. Les plus pugnaces affûtent leurs plumes pour interpeller qui de droit, des joyeux drilles montent des actions qui font rire et refléchir. Des lettres ouvertes sont envoyées aux plus hautes autorités du pays et des Régions, une liste de revendications très précises est diffusée via les réseaux sociaux, dans les médias qui s'intéressent de plus en plus au mouvement après l'avoir regardé avec un sourire poli. Car les Vieux bougres tapent exactement sur ce qui coince dans notre système: Sécurité sociale, pensions et santé en tête du cortège des indignations. C'est un combat dédié aux générations futures. Les vieux d'aujourd'hui sont définitivement condamnés par manque de temps.

ET LA LUTTE S'ORGANISE, EN DANSANT

Les apparitions médiatiques des gangsters, qui ont choisi l'humour comme arme de poing, font d'abord rire, puis elles interpellent de plus en plus de citoyens peu accoutumés à la protestation, mais qui ne se sentent plus respectés. Nos exigences titillent les syndicats, les observatoires et les associations liés au monde des séniors. Au fur et à mesure des actions, le Gang mène sa barque indignée et s'impose peu à peu dans le débat.

Nos actions « ludiques » (chansons, grimaces, danses, déguisements), notre humour sont de belles armes – et pas seulement celles du désespoir. Plus brutal serait, pour ces Vieilles et ces Vieux Gangsters en Colère, se tirer une balle dans le col du fémur. L'humour, c'est l'arme fatale qui déboulonne les grands, par traîtrise, de biais ou de dos.

Nous avons déjà engrangé quelques victoires. D'abord, le ralliement de tous les mouvements sociaux à une réelle revalorisation du « minimum pension de retraite égal pour tous, net, lié au bien-être ». Mais nous avons aussi obtenu l'abandon du projet gouvernemental d'une « Charte Senior » dans le cadre de la crise du Covid-19, celui des contrôles GRAPA par les facteurs ainsi que la fin du scandaleux système « Pension à points ». Avec la crise du Covid-19 et son cortège d'in-famies infligées aux Vieux et aux Vieilles,

notamment dans les Maisons de Repos, nous avons carrément le vent en poupe. Et, si le monde politique semble toujours craindre l'affrontement en restant au balcon, le monde médiatique, journaux, radio, TV, tous s'arrachent désormais nos propos mi-rigolards, mi-graves. À ce jour, le Gang comptabilise plus de 14.000 membres et sympathisantes en Belgique. Le virus a sans doute un peu décimé les rangs, mais le mouvement n'en ressort que plus combatif. Sitôt vaccinés, nous lancerons de nouvelles actions que nous préparons en ce moment même...

POURQUOI NOUS SOMMES DEVENUS DES GANGSTERS

Dès l'instant où ceux qui nous gouvernent se comportent comme des voyous en déclarant la guerre aux Vieux, il faut qu'il y ait un Gang en face pour obtenir réparation. Nous revendiquons en priorité: le maintien et l'amélioration du système de la pension par répartition; La pension à 65 ans avec la possibilité, uniquement pour ceux qui le souhaitent, de travailler au-delà de 65 ans; Le relèvement du montant minimal de la pension de retraite pour tous et toutes à 1.680€ net; L'individualisation des droits pour tous ceux qui souhaitent cohabiter pour raisons économiques et donc la suppression du statut de cohabitant.

Depuis le début de la crise liée au Covid-19, nous avons pu observer l'infamie qui a consisté à montrer les Vieux du doigt en les accusant de l'aspect draconien des mesures et du crash économique. Alors même que c'est surtout l'état déliquescence de notre système santé qui est le seul responsable du confinement et qu'il faut faire un 180° toutes! Il faut maintenir et surtout améliorer notre système de Santé publique et de Sécurité Sociale: quand on ne prévoit pas, on ne gouverne pas!

Dans les Maisons de Repos, on profite de chaque reconfinement pour refuser aux Vieux le déconfinement accordé aux autres citoyens... On s'étonne de voir les Vieux et les Vieilles mourir en grappe pour cause de glissement. On avait déjà tout dit, tout imaginé, sauf... que certains *new managers* en milieux gériatriques en ont profité pour fermer les portes de leurs établissements, s'opposant à tous

constats, tous regards extérieurs, toutes critiques. Oui, ils ont tué plus de Vieilles et de Vieux que le virus!

Nous nous alarmons avec la Ligue des Usagers des Services de Santé, la Ligue des Droits Humains, MSF ou Amnesty des multiples témoignages de maltraitance envers nos aînés placés en service gériatrique, Maison de Repos ou Maisons de Repos et de Soins, visant surtout les plus désorientés. Si dans certains établissements il est fait état d'excellents services rendus à la personne par le personnel soignant, dans d'autres une maltraitance apparentée à de la torture, imposée par un New Public Management, y est trop souvent constatée. Actes médicaux et infirmiers dévastateurs (administration de neuroleptiques à haute dose, contrainte des langes entraînant l'incontinence...), destruction systématique des prothèses (lunettes, dentiers, appareils auditifs), négligence, humiliation, grossièreté, brutalités, isolement, contention physique et chimique, absence d'hygiène, alimentation carentielle, refus de traiter, douleurs et maladies résultant de la maltraitance se rencontrent dans de nombreux établissements à travers le pays.

Ces institutions en défaut sont souvent les mêmes qui pratiquent l'opacité vis-à-vis des proches, tout en investissant massivement dans une propagande clientéliste relayée par les organes supposés informer le public. Résultat du sous-effectif flagrant de personnel soignant autant que bien trop souvent de la non-qualification des aides-soignants, cette situation est presque toujours liée à la marchandisation de la fin de vie.

Nous demandons donc l'interdiction d'enfermer les Vieilles et les Vieux dans un établissement gériatrique, sans l'existence d'un arrêté royal spécifique et limité dans le temps. Il est urgent que la Belgique ratifie le protocole OPCAT [*Protocole facultatif de la Convention des Nations Unies contre la Torture NDLR*]. Parce que nous refusons qu'au 21^e siècle, une quelconque forme de maltraitance apparentée à de la torture soit appliquée aux vieilles femmes comme aux vieux hommes parce que considérés hors service par un management néolibéral!

Retrouvez les actions et revendications du Gang des vieux en colère sur leur site www.gangdesvieuxencolere.be